

REDACTION : ROUBAIX, 11, rue de la Concordie, 7 (près la place de l'Étoile). TOURCOING, rue Verte, 18. PRIX DES ABONNEMENTS : Trimestre : 4 fr. 50. - Un an : 10 fr. Nord et départements limitrophes. Frais mens : 5 francs. - Un an : 20 francs

ANNONCES : 0,10 FAITS DIVERS : 0,10 LOCAUX : 0,10 Les annonces sont reçues au bureau du journal, à Paris, 40, rue de Valenciennes, 40, rue Valenciennes. TÉLÉPHONE A ROUBAIX : N° 601 | A TOURCOING : N° 100 A LILLE : N° 67

LES INTERPELLATIONS A LA CHAMBRE

Victoire du ministère

Lire plus loin :

Un homme se jette au canal à Tourcoing.
Le drame au coustou de Boulogne.

La troisième Douma

Que sera la troisième Douma ? Quel esprit apportera-t-elle à l'absolutisme de N. Stolypine ? Vaudra-t-elle mieux que la première et que la seconde, dissoutes l'une après l'autre, pour la conservation du système tsariste traditionnel et sécuritaire ? Car toute la question est là. M. Stolypine et ses adeptes, sous l'apparence de concessions de forme, ne cherchent qu'à maintenir le tsarisme dans son essence, le régime du gouvernement personnel oriental, qui paraît bien impossible dans la Russie contemporaine.

M. Stolypine avait préparé l'élection de la Douma qui vient de partir, il aurait dû partir avec elle. C'est lui qui avait présidé aux actes du gouvernement, aux efforts constants, mais sincères de l'Assemblée nationale convoquée par lui; il devait la remettre en état de fonctionner, il y aider, lui tracer les voies d'une politique d'ordre et de progrès, il devait travailler à l'éducation politique et patriotique de la majorité parlementaire; or, s'il jugeait cette œuvre désormais impossible, il devait disparaître avec la Douma elle-même et laisser la place libre à une nouvelle expérience.

Mais ce dessein est vraiment extraordinaire de contradiction et d'absurdité, de vouloir à tout prix et contre toute évidence une Assemblée qui verra les choses, les problèmes de la nationalité russe, le devenir de la patrie, par les yeux de Stolypine lui-même. Si l'Assemblée doit se conduire sur le modèle de l'absolutisme et de l'eurocratie, il est évident que les élections sont inutiles et que la représentation du peuple est une comédie toute pure.

Pour la troisième Douma, le gouvernement a demandé le respect de certaines libertés électorauses, il a promis de voter la Pologne et les diverses populations plus ou moins indépendantes; il a rétréci de la patrie légale et constitutionnelle pour lesquels il ne croit pouvoir établir une confiance durable, il a demandé à ces députés de représenter le peuple partout où il a recueilli au dernier scrutin des déceptions pour l'autocratie et des lumières trop vives sur le fond moral des populations russes. Et quand il aura fait ainsi une Assemblée à l'image du tsarisme lui-même, il demandera à cette Assemblée ce que pense et ce que veut la nation.

C'est là le sophisme de tous les gouvernements absolus qui veulent se livrer au jeu des élections et qui ne peuvent qu'y trouver leur faillite et leur ruine définitive. Si le kzar fait des élections, c'est qu'il veut en faire un prétexte à l'édification de la Russie moderne, mais si les élections elles-mêmes ne sont qu'un subterfuge, une larve odieuse de la tyrannie, il est évident qu'elles ne peuvent pas donner les résultats que l'on espère, mais qu'elles contribueront à épuiser le système autocratique vers un état de dissolution et d'anarchie de plus en plus terrible.

La Douma qui vient d'être élue a subi les derniers outrages de la dictature sans frein; elle a dû laisser un certain nombre de ses membres dans les prisons, pour la police ou pour l'exil; d'autres ont été tués, d'autres ont été cachés dans les forêts et dans les cavernes pour échapper aux vengeances de M. Stolypine. C'était le devoir et le droit de celle Douma de tenir le rôle électoral qui désormais avait régi l'Empire russe. Mais M. Stolypine apporte une nouvelle fois le droit de vote au kzar, et, de même, selon ses visées arbitraires, pour empêcher la liberté de saisir et de se former.

et par nature; malgré ses discours belliqueux, il a juré sur la mer, devant les étoiles, qu'il ne troublerait plus le pais de la terre habitée par les hommes; mais il est toujours bon, afin de lui rendre son serment plus facile, de former des alliances et des amitiés de la France avec la Russie, avec l'Angleterre, avec l'Espagne; les Européens peuvent ainsi se promettre une tranquillité plus solide.

La Politique

Les temps sont pénibles pour les républicains ! Voici ce pauvre Marcelin Albert enfermé dans la prison de Montpellier, ce qui n'est pas son moindre malheur, si nous en devons juger par la lettre d'un *marquis*, y publiée par les journaux, et où cette victime du devoir enlève une infinité de fois le mot de *l'ennemi* qu'on nous donne dans la gèle méridionale.

Le véritable danger qui atteint Marcelin Albert, c'est la perte soudaine de sa popularité, à la suite du voyage accompli par lui à Paris, voyage qui a démontré la parfaite inconscience de ce *doux héraldisme*, — par cet homme n'est pas autre chose qu'un *héraut*.

Il a dû se voir, rapportant ses vœux, ses frères, avec la libération des prisonniers, l'engagement formel que le gouvernement s'est engagé à respecter, le reste de la France pour assurer la réussite des départements fédérés.

Or, le républicain n'a rapporté que le billet de cent francs de M. Clémenceau, ce qui a paru insuffisant aux yeux de la foule.

Un discours de M. Poincaré sur la situation politique

Après un banquet de la Fédération des Commerçants détaillants, M. Raymond Poincaré, ancien ministre des Finances, a prononcé un important discours politique.

et toutes les satisfactions matérielles et toutes les joies humaines.

Symptômes alarmants

L'orage va dans cette paisibilité et dans ce léthargisme de l'Etat à ce que nous sommes de graves incidents dont le Midi vient d'être le théâtre.

Les Responsabilités

Toulet, M. Poincaré a déclaré vaincu qu'on se trouverait étrangement en voyant dans cet engagement politique une obligation morale, relative à un particulier. La situation actuelle ne dépend nullement du présent cabinet, et ce n'est pas un changement d'hommes qui serait susceptible de modifier la situation.

Contre l'impôt sur le revenu

On a entendu dans le discours général d'impôt sur le revenu, les expressions les plus vives et les plus contradictoires; on a dit que c'était un impôt sur le revenu, et qu'il était un impôt sur le revenu.

La libération de la classe 1905

La question du rachat de la classe 1905 ne se pose plus. On se rappelle que la Chambre avait voté un projet de loi, d'après lequel les militaires de cette classe devaient être renvoyés en route dans leurs foyers le 15 juillet prochain.

M. Jaures Journaliste allemand

Jadis M. Combes écrivait quelques articles dans la « Neue freie Presse » de Vienne qui a su saisir la portée des entretiens de M. Clémenceau et de M. Jaures dont l'activité est devenue une voix qui se fait entendre dans les journaux allemands.

Informations Diverses

Les jeunes facteurs de la discipline

L'emploi industriel de l'alcool

Paris, 23 juin. — La Commission nommée jeudi par la Chambre pour étudier les moyens de développer les emplois industriels de l'alcool est composée de MM. Drouot, Kintz et Guillemet, vice-présidents; MM. Leboucq, Durand et Renard, secrétaires.

Pour une observation

Chartres, 23 juin. — Dans une palme, deux jeunes ouvriers nommés Marcel Herpin, âgé de dix-neuf ans, et Gabriel, âgé de seize ans, étaient occupés à un travail lorsque Gabriel se précipita vers son camarade de ne pas aller avec eux.

Soldat antimilitariste

Nancy, 23 juin. — Au moment où, dans le couloir de la caserne Thiry, à Nancy, il était procédé à la distribution des cartouches aux soldats de la 1^{re} compagnie du 2^e d'infanterie chargés de garder divers étages et le couloir pour empêcher des actes de rébellion, le soldat Béchame refusait de prendre ses cartouches.

LES ÉVÉNEMENTS DU MIDI

La situation dans les départements fédérés

ON INTERPELLE A LA CHAMBRE

Le Sénat vote le projet de loi

LES DERNIÈRES CONCLUSIONS de la Commission d'enquête viticole

Paris, 23 juin. On a distribué à la Chambre, le 23 juin, le rapport de M. Cassez-Caslet au nom de la Commission d'enquête sur le viticole, ainsi que le dispositif des nouvelles dispositions proposées par cette Commission pour remédier à la situation critique de la viticulture.

LA SITUATION

Narbonne, 23 juin. L'état n'est que peu embrouillé depuis l'arrestation de Marcelin Albert sur son propre comité. Toutefois, les journaux d'extrême gauche ont groupés et de sous-groupes ont été formés, dans l'obscur, quand ils n'étaient pas contradictoires.

LA MUTINERIE DU 17

Agde, 23 juin. Le détachement du 17^e de ligne qui occupait encore la caserne Mirabeau vient de recevoir l'ordre de partir immédiatement pour Gap. On s'est aperçu en dernier moment, à la suite de l'inspection faite par le général en chef, que ce détachement comprenait plus grand nombre de mutins.

EN TUNISIE

Toutes les dispositions sont prises à l'heure pour l'arrivée des mutins en Tunisie par les croiseurs de la Flotte de Méditerranée.

Comment Marcelin Albert a été reçu par les députés fédérés

Marcelin Albert a été interrogé hier, en présence de M. Poincaré, et le conseiller instructeur Salvaire a commencé le département de l'Algérie. Le républicain a été de nouveau interrogé ce matin jusqu'à deux heures du matin. L'ancien ministre a déclaré n'avoir jamais revu de républicain.